

Arrondissement de BOURG EN BRESSE –AIN

Collège public

Sujet n° 5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

- A l'école, on acquiert des compétences. Finalité : Lire et Ecrire.

- Que faire au collège quand un élève ne sait ni lire ni écrire ?

L'Ecole doit-elle entre un socle essentiel ou répondre à des besoins économiques (collège unique ?)

Quels dispositifs pour les élèves en difficulté ?

-Quelles sont les connaissances de base ?

Attention aux tris dangereux.

- Le collège ne prépare pas seulement à la classe de seconde générale et technologique (A Thoisse, 54% à 62% des élèves selon les années y entrent.) mais doit aussi préparer les élèves à la vie active.

- Viser la volonté d'apprendre

- Apprendre à apprendre

- Acquérir des compétences méthodologiques

- Après le collège, des élèves se sentent perdus au lycée

- Ne pas tout attendre de l'enseignant

- Apprendre à acquérir de l'autonomie

- Préparer l'élève à son avenir de citoyen responsable

- Avoir un regard sur les autres

- Respecter l'autre

- Permettre une ouverture culturelle aux milieux défavorisés

Il n'y a pas de matière fondamentale

Les programmes de l'Ecole Primaire sont trop ambitieux.

Pourquoi le programme existe puisqu'on ne peut pas le réaliser ?

- Créer le plaisir d'apprendre

- Revoir les rythmes de travail

- Réorganiser les choses autrement

Constat :

Les élèves, même parmi les très bons n'ont pas envie de s'investir. En 4^{ème}, on tire déjà les élèves et même sur les nouveaux apprentissages (2^{ème} langue) ce qui entraîne un découragement.

- Il existe un décalage important entre la vie familiale et la vie de classe.

- Le travail à la maison doit être allégé car il est porteur de ségrégation

Il faut penser à la notion d'égalité.

Retrouver le plaisir de l'effort amène une remarque : on devrait mettre en avant les réussites et pas systématiquement les erreurs et les échecs.

Suggestion : consacrer une heure par jour au collège pour le travail personnel.

Plus prendre en compte la maturité intellectuelle de l'élève

Les élèves ne se situent pas dans le temps et dans l'espace

Travailler le savoir entre et le savoir-faire sans faire l'économie des contenus

Importance de l'interdisciplinarité

Obtenir du temps pour la concertation

Ecole – Collège

Collège – Lycée

Les maîtres du 1^{er} degré doivent-ils rester polyvalents ?

1 – Toutes les matières sont fondamentales.

La finalité de l'Ecole est la maîtrise de la langue et l'acquisition des bases fondamentales pour une intégration sociale et professionnelle.

2 – A l'issue du Collège, on doit posséder des contenus et une culture générale suffisante. On doit avoir construit des savoirs. Cela permettra à l'élève de faire des choix et de devenir un citoyen à part entière.

3- Une meilleure organisation des programmes et une meilleure liaison 3cole-Collège, Collège-Lycée sont nécessaires. L'implication des parents également.

Sujet n°9 : Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

- Les examens (brevet) doivent être maintenus, avec maintien du contrôle continu, et avec une vraie valeur pour ouvrir les portes de ceux qui iront au lycée.
- Les enseignants réclament le droit d'enseigner sans tout évaluer.
- Il faudrait adapter les évaluations aux élèves.
- Il faudrait évaluer l'oral.
- Les programmes du collège doivent être revus : le collège doit rester collège et son ambition n'est en aucun cas une préparation à la seconde.
- L'enseignement du français est prioritaire, il doit être réformé après consultation de la base :
 - *lecture à l'école primaire
 - *revoir l'enseignement du français en CP
 - *valoriser à l'école primaire des acquisitions simples et limitées
 - *revaloriser l'idée du temps pour apprendre le plaisir d'apprendre.
- Nous sommes pour le maintien d'une structure collège pour tous les élèves : le collège pour tous, mais pas unique (objectifs diversifiés).

Les élèves sortant du collège doivent avoir acquérir les bases pour une intégration sociale et professionnelle.

Sujet n°10 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

SYNTHESE

- Mettre en place les moyens aux périodes charnières qui sont :
 - le passage de l'école primaire à la sixième
 - et le passage de la troisième à la seconde.
- Mettre en place de petites structures «en nombre d'élèves qui permettraient aux enfants en difficultés de pouvoir acquérir, à leur rythme, les connaissances nécessaires pour pouvoir poursuivre des études dans le futur.
- Laisser le temps aux élèves et aux enseignants de pouvoir organiser l'orientation afin de diminuer la pression qui pèse sur les épaules.
- Accorder beaucoup plus d'importance en moyens au niveau des conseillers d'orientation psychologues qui ont un rôle essentiel.

REFLEXIONS GENERALES

*Faire la part des choses entre le coût financier des élèves en difficultés par rapport aux futurs chômeurs qu'ils pourraient devenir.

- Le collège doit être une étape pour continuer vers une suite d'enseignements et non une fin en soi.
- Prendre en compte la valeur humaine des élèves qui peuvent avoir à un moment donné des difficultés et ensuite rebondir.
- L'école fait de son mieux avec les moyens qu'elle a, et malgré la suppression de classes dites « d'adaptation » les résultats d'échecs ne sont pas si importants.

Sujet n°16 : Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?

Les parents semblent démissionnaires et désintéressés suite au manque d'intérêt pour les rencontres parents-professeurs.

Comment les aider à franchir facilement les portes de l'école ? Pourtant à l'école primaire ceux-ci amènent les enfants, les attendent, participent activement.

Différents constats ont été relevés :

- l'éducation à l'école et l'enseignement à la maison
- la société et ses maux ne s'arrêtent plus aux portes des écoles
- les parents dont les enfants rencontrent des difficultés sont mal à l'aise à l'idée de franchir les portes de l'école (peut-être par peur d'être jugé bon parent ?).
- manque de communication

Nous devons professeurs et parents accepter et assimiler l'idée de partenariat pour l'éducation de nos enfants ainsi ceux-ci retrouveront le respect des règles, l'intérêt de l'école.

Il n'y a pas de rôle dévolu aux parents et aux enseignants mais un rôle partagé, un réel partenariat pour revaloriser l'image de l'école à travers la mission éducative (règles de vie, citoyenneté) mais aussi et surtout la mission d'acquisition des connaissances (culture scolaire, apprentissages).

Sur un plan très général, il serait souhaitable que :

- l'image donnée des enseignants soit modifiée dans les médias (quelle confiance avec cette image ?)
- le rôle du collège change : il faudrait redéfinir les objectifs pour que les élèves aient tous une place.

Concertation parents-professeurs : tous les participants souhaitent qu'elle soit plus intense et de meilleure qualité.

Chacun a ses compétences : les parents et les enseignants.

A la première réunion d'accueil des parents des élèves de sixième en début d'année : changer le discours

- quels sont les objectifs de l'année et non pas quel est le programme.
- lever les appréhensions des parents en présentant le professeur comme celui qui va apporter une aide et pas seulement comme celui qui a des exigences strictes.
- Les professeurs doivent réfléchir à un nouveau discours.
- Favoriser l'entité « classe » ; il faut que les parents forment un groupe d'intérêt. C'est au cours de cette réunion que les parents pourraient parler des délégués qui vont les représenter.

Au cours de la scolarité au collège, les statistiques montrent que la situation se dégrade. Les contacts entre parents et enseignants sont difficiles (rendez-vous ...ça dure pour en parler). Il faut se rapprocher de la situation de l'école élémentaire.

Faire en sorte que les contacts soient plus fréquents : faire le bilan de la remise des bulletins nouvelle formule et en discuter avec les parents ^pour la suite. Le moment du conseil de classe devrait permettre des rapprochements : un contact avec les délégués avant le conseil ?

Travailler à augmenter les occasions de rencontres même informelles (type FSE ou autre à inventer : une fête ?) : cela permet de changer les représentations que les uns ont des autres.

Pour améliorer les rapports élèves-professeurs, revenir sur ce qui se passe à l'école élémentaire dans le rapport avec les adultes : l'usage du « tu » à la ^place du « vous » ?

Mais l'école ne peut pas trouver seule les réponses au délitement de la société : les adultes doivent donner une meilleure image d'eux-mêmes pour pouvoir exiger plus des élèves (au collège mais à la télévision, en politique, dans le monde économique...)

Sujet n°18 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Pour débattre de ce sujet étaient présents 2 élus, 3 assistants d'éducation et 11 professeurs.

Pour aider au débat, 2 sous-questions étaient proposées :

- l'effectivité de l'école exige t-elle plus de décentralisation ?
- Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ?

Les élus ont tout d'abord souhaiter entendre les revendications des professeurs.

Un premier constat a été établi : les départements, communes et régions ne bénéficient pas tous de la même richesse, et donc les inégalités sont déjà vivaces. Il n'y a pas une répartition équitable des moyens.

Des questions ont été ensuite posées :

- quelle décentralisation pour ne pas creuser les déséquilibres ?
- comment répartir / reverser les impôts aux régions ?
- la décentralisation est-elle compatible avec le service public ?
- la décentralisation apporte t-elle plus d'inégalité ?

Les inégalités existent déjà : au niveau départemental, par exemple le transport scolaire n'est pas pris en charge par tous les départements (Ain oui, Rhône, non) ; ensuite, au niveau régional, bien-sûr, suivant les bassins d'emplois et le dynamisme économique. Enfin, au niveau des communes, où l'entretien des bâtiments est laissé à leur charge. De plus, suivant la richesse des communes, les installations sportives sont différentes et ainsi tous les établissements ne font pas les programmes nationaux !

L'inquiétude des choix budgétaires faits en fonction de l'étiquette politique a été évoquée par l'ensemble des présents (ville d'Orange : mairie FN).

Autre inquiétude soulevée : la formation professionnelle des jeunes par rapport aux bassins d'emplois. La décentralisation accélérerait-elle la main mise des entreprises sur les plans de formation professionnelle, comme c'est déjà le cas dans certains bassins d'emplois ?

L'école doit-elle obéir aux exigences du marché de l'économie actuelle ?

Là encore, les inégalités sont criantes entre les régions qui n'ont pas toutes le même choix dans les perspectives d'embauches ! (même si certaines professions manquent de main d'œuvre et que beaucoup d'élèves n'ont pas les moyens intellectuels de suivre leurs études après le collège constatent les élus).

Aussi l'école doit-elle former des professionnels ou donner une culture ?

Quant aux compétences que doit garder l'Etat, les avis convergent pour que les programmes soient toujours définis nationale ment, pour que la définition et l'implantation des offres de formations soit donnée par l'Etat ainsi que la carte scolaire avec toutefois la possibilité d'être revue localement.

Les élus regrettent de ne pas être consultés lors de la fermeture ou la création des classes.

Le groupe de travail s'interroge sur les effets de la régionalisation sur le personnel ATOS, utilisé ailleurs que dans leur établissement pour d'autres compétences, quand leur présence est importante dans la journée ne cas de réparation d'urgence !

La crainte de voir la décentralisation se transformer en privatisation grandit dans l'esprit collectif avec l'exemple de l'introduction des sociétés privées, dans la restauration dont l'effet immédiat est une hausse des prix (117 % dans le collège de Nantua) et une diminution de la qualité.

Qualité par ailleurs mise en danger dans l'éducation qui, selon les derniers rapports de l'OCCDE, serait une marchandise à rentabiliser.

Aussi, à l'unanimité ; il a été déclaré que la décentralisation, déjà en marche, n'était pas une bonne chose pour l'efficacité de l'école et que l'Etat devait garder absolument toutes ses compétences !

Enfin, les participants à ce groupe de travail regrettent de ne pas être entendu en temps voulu : les élus par les députés sur le terrain, les professeurs et assistants d'éducation par le gouvernement alors qu'ils s'étaient déjà exprimés en mai-juin derniers !

Remarques complémentaires sur le débat :

Le débat du samedi 13 décembre 2003 a regroupé 43 personnes (28 enseignants, 1 aide éducatrice, 4 assistantes d'éducation et 10 parents)

Le débat du mercredi 17 décembre a regroupé 52 personnes (37 enseignants, 1 aide-éducatrice, 3 assistantes d'éducation, 2 personnels ATOS, 1 conseiller général, 3 maires et 5 parents).

Il faut préciser qu'un certain nombre de personnes ont été présentes au deux débats. Ce qui fait que le nombre de participants a été de non pas de 95 personnes mais de 70 personnes.

Après une plénière, les participants se sont répartis dans les 3 groupes en fonction des sujets. Cinq sujets ont été traités : un seul a été traité au cours des deux demi-journées le sujet n°16 concernant les relations parents –enseignants.

Au cours de la plénière un enseignant s'est exprimé au nom de quelques collègues. En voici le texte
« En préambule, des participants expriment leurs inquiétudes et leur scepticisme face à l'organisation du débat national sur l'avenir de l'école.

Ces citoyens soulignent la forme volontairement confuse et trop précipitée d'un tel débat qui demanderait davantage de concertation et de dialogue social, et ils accusent le gouvernement d'avoir manipulé la réflexion par un fonds de questions préétablies induisant déjà des réponses orientées. Malgré tout, ne souhaitant pas se voir ôter leur droit d'expression, ces participants sceptiques et lucides souhaitent alimenter les ateliers de leurs réflexions personnelles.